

it in that light, that the motion had been allowed to stand on the paper three days, and was taken up now only in its regular order; whereas, if it was looked upon as a vote of non-confidence in the Ministry, the debate on it would have been pushed to a close from the outset. Besides, such motions as this were common in English Parliamentary proceedings, Mr. Cameron differed with the hon. gentleman on this point. As to the renewal of reciprocity, it seemed to him that it would be far better to have it by treaty than by legislation. Any threatening or blustering to secure it would be far from successful; just as unsuccessful, indeed, as would the opposite extreme of suing for a renewal of the treaty. Another idea which this discussion had introduced had, he believed, too much prominence attached to it. He referred to that of nationality and a separate existence. Better by far than discussing such contingences to betake ourselves to providing for the present, and act as good neighbours to the powerful nation alongside us. The Government, he believed, were fully competent to deal with this subject, and should not be forced into action at a moment which might, perhaps, be the most inopportune.

**Hon. J. H. Cameron** differed with the hon. gentleman on that point. He contended that the true policy for Canada was to maintain a calm and determined attitude, and to avoid boasting. He did not agree with the view that we should seek our independence of England. The question was not one of independence or annexation. Our present position was the one in which we could best serve our own interests as well as those of the Empire. He opposed the resolutions of the member for Hochelaga, not because he disagreed with them, but because the question to which they referred should be left in the hands of the Government.

**Mr. Gibbs**, as a representative of an agricultural section, desired to say a few words on the resolutions before the House. With reference to a renewal of the Treaty, one thing was clear, notwithstanding the beauties of free trade which had been so much lauded—that we had under that policy been waiting for many years for this trade with the United States, and what good was our free trade policy doing us? The Americans had access to our markets, and shut us out of theirs. (Hear.) He would, in this connection, recall to the House his assertion last year, that the Ministry were making a mistake in imposing the duty on flour in Nova Scotia, as it would only

[Hon. Mr. Holton—L'hon. M. Holton.]

est que cette motion figure à l'Ordre du jour depuis trois jours et qu'elle n'est discutée que maintenant selon l'ordre normal; tandis que si on la considérait comme un vote de défiance contre le Cabinet, on aurait cherché dès le début à mener rapidement ce débat à terme. De plus, de telles motions sont monnaie courante dans la procédure parlementaire anglaise; M. Cameron n'est pas d'accord avec l'hon. député à ce sujet. En ce qui concerne le renouvellement de l'accord de réciprocité, il lui semble infiniment préférable d'avoir recours à un traité plutôt qu'à la législation. Toute menace ou intimidation pour s'assurer du renouvellement serait loin de rencontrer le succès; la démarche inverse étant d'ailleurs tout aussi aléatoire. Une autre idée ressort de la discussion qui a pris beaucoup trop d'importance d'après lui. Il fait allusion à la notion de nationalité et d'existence séparée. Au lieu de débattre de telles contingences, nous ferions beaucoup mieux de nous efforcer de trouver des solutions pour le présent, et d'agir comme de bons voisins envers la nation puissante qui se trouve à côté de nous. Il pense que le Gouvernement a toute la compétence voulue pour s'attaquer à ce problème, et qu'il ne devrait pas être obligé de prendre des mesures à un moment qui est peut-être le plus inopportun.

**L'hon. J. H. Cameron** n'est pas d'accord avec l'hon. député sur ce point. Il soutient que la meilleure politique pour le Canada est de conserver une attitude calme et ferme, et d'éviter de se vanter. Il désapprouve que nous cherchions à conquérir notre indépendance vis-à-vis de l'Angleterre. Il ne s'agit pas d'une question d'indépendance ou d'annexion. C'est dans notre position actuelle que nous pouvons servir au mieux nos intérêts ainsi que ceux de l'Empire. Il s'oppose aux résolutions du député d'Hochelaga, non qu'il les désapprouve, mais parce que c'est au Gouvernement de s'occuper de la question.

**M. Gibbs** souhaite dire quelques mots au sujet des résolutions dont la Chambre est saisie en tant que représentant d'un secteur agricole. En ce qui concerne le renouvellement de ce Traité, une chose est claire, en dépit des beautés du libre-échange qui ont fait l'objet de tant de louanges: aux termes de cette politique, nous avons attendu pendant des années ce commerce avec les États-Unis; qu'avons-nous tiré de notre politique de libre-échange? Les Américains ont accès à nos marchés, et nous ferment les leurs. (Bravos.) A cet égard, il rappelle à la Chambre ce qu'il a dit l'année dernière, à savoir que le Cabinet faisait une erreur en imposant une taxe sur la